

## JUSTIN VAÏSSE

Directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

**Justin VAÏSSE, directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères**

Je pense que les raisons d'être inquiet sont fondées. Si on se replace quinze ans auparavant, qu'on voit les ambitions qui étaient celles de l'Europe et l'élan qui était celui de l'Europe dans les années 90, évidemment, on est à un endroit très, très différent. Ce qui m'inquiète particulièrement, ce n'est pas seulement la multiplicité des crises, que vous avez citées en introduction, Thierry, mais aussi la façon dont elles se combinent et leur possible enchaînement. Il y a un lien, en tout cas, un lien possible quand on essaie d'anticiper les choses, entre la crise des réfugiés, la cohésion européenne, par exemple entre l'ouest et l'est, la question du référendum britannique et cet élan qu'on pourra retrouver ou non.

Il y a un lien entre les questions économiques en général et notamment celle de la Grèce qui n'est pas réglée et l'attitude des différents pays, vis-à-vis de l'UE. Et donc, c'est en effet, pour moi, une période de péril, qui appelle des réponses sérieuses. Evidemment, il faudrait ajouter à ça, le fait qu'il y a encore dix ans, nous lancions la politique européenne de voisinage qui était censée stabiliser et pacifier l'est et le sud de l'Europe. Et évidemment cette politique n'a pas été un grand succès. Non pas qu'elle pouvait à elle seule changer le cours de l'histoire, mais enfin, on voit bien qu'à présent, au lieu d'exporter de la stabilité, nous avons importé de l'instabilité.

Maintenant, face à ces raisons d'être inquiet, il y a des raisons, au moins, d'espérer. Non pas pour voir les choses de façon exagérément positive, avec des lunettes roses, de façon forcée. Mais simplement pour évaluer à sa juste valeur, ce qu'il reste de vitalité dans l'Europe. Et lorsque le Président Hollande a évoqué l'article 42-7, il y a quelques jours, demandant aux autres pays de l'Union, un soutien face aux attaques de Paris, la réponse a été à la hauteur de nos espérances. Venue d'Allemagne et de Grande-Bretagne, venue aussi de pays comme l'Irlande et d'autres. Soit pour offrir un remplacement de soldats français, dans les opérations en Afrique où ils sont déployés actuellement, afin de libérer des forces pour s'occuper de la défense du territoire ou pour par exemple, alléger le fardeau financier budgétaire qui, forcément, va exister suite aux mesures de sécurité prises par la France.

Donc, on voit qu'il reste cette solidarité-là et je pense que les attaques ont contribué à la renforcer. Et puis, si on prend aussi un peu de recul, de distance par rapport à ce qu'il se passe, souvenons-nous aussi que l'UE a déjà été enterrée plusieurs fois. Moi, j'étais à Washington entre 2007 et 2012, pendant le gros de la crise de l'euro. Et là où je me trouvais dans les think tanks à la Brookings, au Peterson Institute et ailleurs, une majorité d'analystes pensait que l'euro zone allait éclater. Ça ne s'est pas fait. Démontrant ainsi qu'il y avait des logiques sous-jacentes assez puissantes à la continuation du projet européen, même s'il n'a plus la flamboyance d'autrefois.